L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

Bureaux, No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

MARDI, 4 SEPTEMBRE.

L'Exposition Universelle de Paris. 1867.

AVANT été nommé, par Son Excellence, le Gouverneur Wells, Agent et Commissaire pour représenter les intérêts de l'Etat de la Louisiane à l'EXPOSITION UNIVERSELLE de Paris, en 1867, j'annonce respectueusement à ceux des citoyens de l'Etat qui désirent y exposer des marchandises, des produits, &c., que je leur donnerai tous les renseignements possibles et faciliterai l'expédition des colis au lieu de destination, s'ils s'adressent à moi, au Mechanics' Institute, dans la salle du Sénat, de midi à 2 heures.

EDWARD GOTTHEIL,

Agent et Représentant à l'Exposition Universelle de Paris en 1867. 8 juillet

Aux Planteurs et autres de l'Etat de la Louisiane.

Le bill d'allocation pour l'Exposition universelle de Paris ayant été adopté par le sénat des Etats-Unis, et l'achèvement du palais de l'Industrie à Paris étant maintenant assuré, nous devons compter sur l'Exposition comme sur un fait arrêté. Aucun de ceux qui connaissent les ressources des Etats-Unis en éléments agricoles, mécaniques et minéraux, ne peut douter qu'ils n'occupent une place proéminente dans cette Exposition. La preuve que cette opinion n'est pas bornée à ce côté-ci de l'Atlantique, c'est l'espace libéralement alloué aux Etats Unis dans le palais de l'Industrie.

L'Etat de la Louisiane, à peine sorti de l'état de guerre, et commençant à jouir seulement des bienfaits de la paix, abonde en hommes énergiques qui n'ont pas la moindre idée de rester en arrière des autres Etats dans le développement de leurs ressources.

L'Exposition offre une occasion extraordinaire de montrer au monde combien grandes sont les richesses agricoles de la vallée du Mississippi, en produisant aux yeux des hommes intéressés de toutes nations, des échantillons de coton, de sucre, riz, tabac, &c., &c., récoltés dans quelques parties du monde mais qu'aucune n'a surpassés.

Le développement de grandes ressources est tout aussi [illegible] l'intérêt du négociant que du planteur. [illegible] chez les nations étrangères la connaissance de ces [illegible], c'est favoriser autant l'un que l'autre, car les [illegible] du même pas. Les avantages commerciaux de la Louisiane sont trop connus de nous tous [illegible].

[illegible] commerçant et les planteurs savent que ce [illegible] le plus besoin maintenant dans cet Etat, c'est [illegible] capital et le travail. Un changement récent dans [illegible] intérieure nous a privés d'une grande [illegible] de notre main-d'œuvre, et par conséquent nécessite aujourd'hui l'emploi d'un gros capital pour que [illegible] récupérer des pertes que nous cause [illegible] privation de travail annuel.

[illegible] nous adressons naturellement à l'Europe pour [illegible] capital et ce travail. Nous ne pouvons mieux [illegible] pour inspirer confiance aux capitalistes et aux [illegible] d'immigration, qu'en montrant ce que notre pays [illegible] produire.

Les commissaires, entièrement versés dans la connaissance du sol et du climat de l'Etat, pouvant fournir toutes statistiques nécessaires relatives à la quantité et à la qualité des récoltes, à la condition sanitaire du pays [illegible] situation des plantations qui sont déjà en exploitation, à l'avantage pécuniaire qu'on réaliserait en [illegible] des plantations, doivent, sur les spécimens de [illegible] que nous pouvons envoyer, commander une attention qui nous fera trouver aisément les éléments dont nous avons besoin, surtout le capital et la main-d'œuvre.

Les produits envoyés comme échantillons ne peuvent, [illegible] manière, être une perte pour l'expéditeur, [illegible] parce que le gouvernement les enverra gratis en [illegible] à partir de New-York, et parce qu'il est probable [illegible] Législature de cet Etat les enverra gratis d'ici à New-York, et que l'expéditeur, malgré ces avantages, [illegible] pas moins libre de disposer de ces articles [illegible] Exposition.

Les planteurs de la Louisiane sont respectueusement [illegible] d'envoyer les spécimens de leurs produits pour [illegible] en ballots faits d'une manière propre et convenable, et d'adresser aux commissaires dans cette ville, [illegible] sur l'espace qu'exigera le transport, et l'exposition de ces articles, et de communiquer avec eux [illegible] pour chaque chose se rattachant à l'objet en [illegible].

[illegible] cette affaire est en ce moment, d'importance [illegible] pour l'Etat, tout planteur et résidant, sans avoir [illegible] des considérations de parti ou de personne, tout [illegible] intéressé au retour et au progrès de notre ancienne prospérité, est respectueusement requis de coopérer avec nous pour assurer à la vallée du Mississippi [illegible] Etat de la Louisiane, une contribution à l'Exposition Universelle, en rapport avec leurs vastes ressources.

EDWARD GOTTHEIL,

Agent et Commissaire à l'Exposition Universelle de Paris de 1867.

Nouvelle-Orléans, 28 juillet 1866. 3juillet

Banque du Commerce.

Département des Travaux Hydrauliques.

17 août 1866.

LES plombiers sont prévenus, à leurs risques, de ne [illegible] aucune connexion aux tuyaux de cette compagnie [illegible] avis de l'autorité du bureau, rue [illegible], entre les rues Canal et Commune.

WM. J. McCULLOH,

17 août—1m—1fps Surintendant.

GERMANIA

Compagnie d'Assurances.

DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Bureau No 135, rue Gravier, entre St Charles et Camp

Capital $300,000,

Avec privilége de le porter à $500,000.

CETTE Compagnie assure contre l'incendie, les risques de Mer, de Terre et de Rivière, elle rend à [illegible] comptant sur les primes aux taux usuels de la [illegible].

C. F. FORSTER, Vice-Président. D. MICHEL, Président.

E. MAIER, Secrétaire.

Directeurs.

J. H. Eimer,	F. Wintz,
W. B. Schmidt,	Geo. Mera
F. A. Lolling,	Louis Schwarz,
A. Brohn,	O. L. L. Mayer,
H. Zaberbier,	Chas Benoit,
Thos Schorr,	Chas Loeffler,
H. F. Klumpp,	H. Blasse
C. T. Forster,	F. Herje,
F. Frob,	O. H. Kerstendick
H. W. Schwartz,	Julius Hoerner,
D. Michel,	F. Rickert
Aug. Koenig,	E. Claren.

Sixième état annuel de la Compagnie D'ASSURANCE MUTUELLE DU STAR.

NOUVELLE-ORLEANS, [illegible] juillet 1866.

CONFORMEMENT à sa charte, la compagnie publie l'état suivant:—

[illegible] des primes reçues dans l'année expirée le 31 juillet 1866 .... $46,694 66

[illegible]

Sur les risques d'incendie .... $ 29,232 39

Sur les risques de mer 6,882 82

Sur les risques de rivières .... [illegible]

[illegible] primes non expirées [illegible] 40,691 66

[illegible] remboursées .... [illegible]

[illegible] 8,341 25

[illegible] net des primes $38,353 41

[illegible]

[illegible] 7,172 30

[illegible] 1,848 46

[illegible] 6,865 60

[illegible] 11,699 95

[illegible] 31,690 22

[illegible] 6,803 14

[illegible]

[illegible] 5,083 62

[illegible] 11,061 53

[illegible] 160,000 00

[illegible] 200,128 53

[illegible] 10,800 00

[illegible] .... $ 230,128 53

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la compagnie.

PLACIDE FORSTALL, Président.

St AUGUSTIN, Secrétaire.

A une réunion qui a eu lieu le 20 août 1866, les directeurs ont résolu de payer [illegible] du 15 septembre prochain [illegible] intérêt [illegible] pour cent sur les scrips [illegible] encore payés.

PLACIDE FORSTALL, Président.

St AUGUSTIN, Secrétaire.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 22 août 1866.

PAUL W. COLLENS, Juge de Paix.

—Directeurs—

[illegible] JACKSON,	CHS. ROMAN,
[illegible] DUFILHO,	ARTHUR FORSTALL,
[illegible] LAPLACE,	AD. SCHREIBER
[illegible] SCHROEDER,	F. DOLHONDE
[illegible] COLEMAN,	JAS. POLLOCK
W. [illegible] CLAIBORNE	PLACIDE FORSTALL

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU COMMERCE, A LA NOUVELLE-ORLEANS.

COMMERCIAL PLACE, No 11.

26 août 1866.

CETTE Compagnie est maintenant prête à assurer, aux conditions les plus favorables, contre les risques d'incendie, de mer et de transport intérieur.

S. B. BUCKNER, Président,

W. J. FRIERSON, Vice Président,

GEO. O. SWEET, Secrétaire.

—*Directeurs*—

R. K. WALKER,	ISAAC SCHERCK,
GEO. O. GARNER,	JOHN G. PARHAM,
L. J. WEBSTER,	J. J. FARLETON,
F. H. FAIRCHILD,	E. C. ROACH,
F. H. WILSON,	J. H. OGLESBY,
JOHN D. ADAMS,	ROBERT L. ADAMS,
S. D. WOODRIDGE,	R. W. ADAMS,
CHARLES W. NEWTON,	N. J. THAXTON,
W. J. FRIERSON,	T. T. A. LYON,
W. H. HANNON,	E. A. YORKE,
S. B. BUCKNER,	D. P. LOGAN,
A. W. BOSWORTH,	EDGAR STEEL,
[illegible] CAPES.	21 août—1m

EN VENTE

No. 196 rue du Camp, au premier:

LE "STOVE" AU PÉTROLE DE GRAY.

L'INVENTION la plus utile de l'époque. Ce fourneau, adapté à l'usage des familles, réunit de grands avantages. Il ne fait ni fumée, ni suie, ni cendres; est portatif, et en outre accomplit tout ce que l'on peut désirer d'un fourneau.

Journellement entre 1 et 2 heures P. M., on y fait la cuisine.

Au No. 196, RUE DU CAMP, au premier.

17 juin—6m

BUREAUX DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE "ATLANTIC", de la Nlle-Orléans,

Rue Gravier, No. 132, entre les rues Camp et St-Charles.

Nlle-Orléans, 3 juillet 1866.

CETTE Compagnie est prête à assurer contre les risques d'incendie, de mer, de rivières et de transport par terre, aux conditions les plus favorables.

EDWARD RIGNEY, Président;

WM. F. KELLOGG, Vice-Président

H. P. JANVIER, Secrétaire

juillet—1an—[illegible]

MME LA BLANCHE.

LA clairvoyante la plus extraordinaire du monde peut être consultée à sa résidence,

Rue Bienville, No 192.

Elle est, sans contredit, la seule clairvoyante naturelle dont on ait encore entendu parler. Personne ne devrait négliger d'aller se convaincre de l'étonnante faculté de Mme La Blanche dont les succès en médecine sont connus de la Nouvelle-Orléans et ont été une source de rétablissement pour bien des malades que les médecins les plus distingués avaient perdu l'espoir de guérir.

Mme La Blanche

graduée dans ces différentes branches de l'anatomie électrique, et a fait une étude des maladies auxquelles sont sujets les femmes et les enfants; ses connaissances, comme à celles de clairvoyante, doivent inspirer le plus grand confiance aux malades. Souvenez-vous que Mme La Blanche est, en ce moment, la seule clairvoyante, la seule femme qui pratique la médecine.

Les consultations sont gratuites pour les pauvres.—Mme La Blanche peut être consultée tous les jours, de 8 heures du matin à 8 heures du soir.

Rappelez-vous que le cabinet et la salle de réception sont au No 192 de la rue Bienville, entre les rues Bourbon et Dauphine, à deux îlets au-dessous de la rue de Canal. [illegible]

Bitters Hongrois de Lukach, ET SCHNAPPS AROMATIQUE DE SCHIEDAM.

SUPERIEURS à toutes les autres qualités [illegible] à tout ce qu'on a vu au Nord comme au Sud. Le monde commercial composé en [illegible] un nom de fantaisie et les ruses des [illegible] ne suffiront pas pour faire accepter un article ordinaire. On ne regarde plus le bouteille [illegible], mais le contenu. Recommandé au [illegible] et aux malades, le liqueur de la justice du prix de [illegible]. Les ordres seront remplis promptement au dépôt.

[illegible] 60 rue Commune

EXTRAIT FLUIDE BUCHU

POUR la faiblesse provenant des abus, d'épuisement de la nature, accompagné de symptômes alarmants, parmi lesquels il faut citer l'indisposition à se mouvoir, la perte de la mémoire, l'insomnie, l'horreur de la maladie ou des pressentiments de malheurs; une lassitude générale, l'accablement, l'incapacité de profiter des jouissances de la société.

La constitution, une fois qu'elle est atteinte de faiblesse organique, exige le secours de la médecine pour se fortifier; ce fortifiant c'est L'EXTRAIT BUCHU DE HELMBOLD dont le succès est immanquable. Si l'on ne se soumet pas à un traitement, il s'en suit la consomption ou la folie.

L'Extrait fluide Buchu de Helmbold

N'est égalé par aucune autre préparation pour les maladies des POUMONS—la chlorose ou la rétention, la suppression des évacuations habituelles, l'ulcération de l'utérus—enfin toutes les affections auxquelles sont sujettes les femmes, soit qu'elles aient commis des excès des imprudences, qu'elles soient âgées ou sur le déclin.

L'Extrait fluide Buchu de Helmbold —ET— L'EAU DE ROSE PERFECTIONNÉE

Chasse du système, complètement et à peu de frais, sans presque aucun changement de la diète, sans inconvénient, toutes les maladies qui résultent d'une existence déréglée. Ce spécifique remplace, dans les cas de ce genre, les remèdes désagréables et dangereux connus sous les noms de copahu et mercure.

Servez-vous de l'Extrait fluide de Helmbold

Pour toutes les affections de ces organes—qu'il s'agisse de femmes ou d'hommes, quelle qu'en soit la cause, quel que ancienne qu'elles soient. Le fluide est d'un goût et d'une odeur agréable, l'action en est rapide et c'est un meilleur fortifiant que toutes les préparations d'écorce ou de fer.

Les personnes aux constitutions délicates ou délabrées y ont de suite recours.

Le lecteur doit savoir, que quelque léger que soit l'un des maux dont il vient d'être fait mention, sa santé, son intelligence et son bonheur en ressentent l'effet.

Pour toutes ces maladies, il faut un diurétique.

L'Extrait Buchu de Helmbold est le grand diurétique

Extrait fluide de Salsepareille, concentré,

pour purifier le sang, chasser toutes les maladies chroniques provenant de l'impureté du sang—le seul remède efficace pour les scrofules, les douleurs et enflures des os, la teigne, l'ulcération de la gorge et des poumons, les pustules, les boutons sur la figure, les dartres, les érysipèles et toutes les éruptions de la peau.

Embellissement du Teint.

Beaucoup des affections les plus graves qui désolent l'humanité proviennent des impuretés qui s'accumulent dans le sang. De tous les remèdes inventés dans un but de purification, il n'en est pas qui égale

L'Extrait de Salsepareille DE HELMBOLD,

qui nettoie et renouvelle le sang, rend de la vigueur au système et chasse les humeurs qui donnent naissance aux maladies. Il y a longtemps qu'on cherche un remède de ce genre, et aujourd'hui pour la première fois le public en a un sur lequel il peut compter. L'espace nous manque pour produire les certificats qui en attestent les effets, mais l'essai d'un seul flacon prouvera aux malades qu'il possède des vertus supérieures à tout ce qu'ils ont déjà pris.

Deux cuillerées à bouche de l'Extrait de Salsepareille ajoutées à une pinte d'eau sont égales au LISBON DIET DRINK, et une bouteille est égale à un gallon du sirop de salsepareille ou à la décoction.

Ces EXTRAITS sont employés dans l'armée des Etats-Unis dans les hôpitaux d'Etats et les maisons de santé publiques, aussi bien que dans la pratique particulière, et sont considérés comme de précieux remèdes.

Voir les propriétés médicales de Buchu dans les Dispensaires des Etats-Unis.

Voir les importants travaux du Professeur Dewees sur l'exercice de la médecine.

Voir les observations faites par le célèbre Dr. Physic, de Philadelphie.

Voir les observations faites par le Dr Ephraim McDowell, célèbre médecin et membre du Collège royal des chirurgiens d'Irlande, et publiées dans le journal du royaume de la reine.

Voir la Revue médico-chirurgicale publiée par Benjamin Travers, membre du Collège royal de chirurgiens.

Voir la plupart des meilleurs ouvrages de médecine.

EXTRAIT DE SALSEPAREILLE DE BUCHU

à vendre par tous les pharmaciens.

—Dépôt principal—

Entrepôt de Drogues et de Produits chimiques de

HELMBOLD,

594 Broadway, New York

AGENCE D'IMMIGRATION

54, RUE DE L'UNION,

Nlle-Orléans, Louisiane.

M. F. REIMONENQ annonce aux planteurs de la Louisiane et des Etats voisins, qu'il est chargé de l'agence de maisons de commerce de France et des Grandes Indes, et qu'il est autorisé à signer des à présent des contrats pour l'immigration de travailleurs, soit de l'Inde [illegible]

MONROE & REDDINGTON

JOHN T. MONROE. THOS REDDINGTON.

FACTEURS DE COTON

ET

NÉGOCIANTS COMMISSIONNAIRES,

Rue Carondelet, No 63, coin Perdido.

MM. Monroe & Reddington sont agents pour la vente des célèbres moulins à scies de Winter & Co., agents de la Fonderie Tredegar [Tredegar Iron Work] de Richmond, Virginie. Ils peuvent fournir, en tout temps, du Fer de chemins de fer, des Chevilles et des Clous, de Chevilles pressées, des Pioches et des Pelles, en quantités quelconques, des meilleures qualités et à meilleur marché qu'aucune autre maison de cette ville.

FONDERIE DE LEEDS

[ETABLIE EN 1825]

Au coin des rues Delord et Foucher.

NOUS annonçons à nos amis et au public que nous [illegible] comme par le passé, à faire des MACHINES A VAPEUR des bouilloires, des moulins [illegible] des scies, des pressoirs, et [illegible] Nous [illegible] des [illegible], de bateaux à vapeur, et toute espèce de machines pour le Sud.

[illegible] LEEDS & CO.

PETER TOTANS, Marchand d'ivoire, 89, Fulton Street—NEW-YORK.

[illegible] constamment en magasin un fort stock de BILLES DE BILLARD, de toutes grosseurs, des DRAPS, des QUEUES, des GARNITURES, en un mot toute ce qui se rattache au commerce de billard; ANNEAUX de quartiers, (CHECKS KENO, CANNES POMMES de cannes, et IVOIRE en gros).

Tous les ordres sont promptement remplis au No 89, Fulton street, New-York, ou à la fabrique, au coin de Sydam street et de Myrtle Avenue, à Brooklyn, New York.

GEO. H. DUNBAR,

LIQUORISTE,

FABRICANT DE LIQUEURS,

8 ....RUE ST-LOUIS........8

Nlle-Orléans.

ANISETTE... CURAÇAO... MARASQUIN

—et—

Liqueurs françaises de tous genres.

Bureau de Prêts.

A l'instar des bureaux de Paris.

145............rue Commune............145

Vis-à-vis l'Hôtel St-Charles.

J. HART, Directeur.

M. J. HART appelle l'attention de ses anciens clients et du public sur son Bureau de Prêts qui est organisé sur un nouveau plan. L'argent y est prêté à un taux beaucoup moins élevé et les emprunteurs y trouveront des avantages qui ne leur ont jamais été offerts.

Il avance de l'argent sur les montres en or et en argent, sur les diamants, l'argenterie, les bijoux et les effets en général; sur les bons, les actions, les scrips, les garanties du gouvernement, etc.

Prêts, au jour ou à la semaine sur les marchandises sujettes à la vente.

N. B.—M. Hart a pris des mesures telles que les personnes qui déposeront des articles à son bureau de prêts pourront les recevoir à New-York, Cincinnati, Louisville, St Louis et les autres principales villes de l'Union.

Le bureau est ouvert de neuf heures du matin à cinq heures du soir.

O. B. GRAHAM & CO,

139........RUE GRAVIER........139

Entre les rues Camp et St Charles.

Importateurs de marchandises sèches, étrangères et du pays—agents du "York Street Flax Spinning Company", de Belfast.

APPELLENT respectueusement l'attention du commerce sur le très grand stock qu'ils ont actuellement en magasin et qui arrivent par les premiers bâtiments d'Europe, et composé—Toiles d'Irlande, toile imprimée, toile à taies d'oreiller, toile à draps, toile à caleçons, chemises de toile et devants de chemises de toile; toile écrue et Blay, ginga fil, toile dito Planter's, toile blanche et toile à moustiquaires, mouchoirs batiste, linons Long, linons blancs, linons imprimés, damas en pièces, drap damas, nappes et serviettes, diapers Huckaback écru et dito blanc, coutils, Ducks, Hollande Burlaps, bobinots, mousselines suisses, tape checks, gingham, l'union et coton, ginghams, gingas, tartans, Winseys [illegible], indiennes rouges, mouchoirs Madras, cotons [illegible] bobines et fil de chanvre, etc.

MALADIES.

M. F. GAUDOZ, pharmacien-élève de l'Ecole de Paris, rappelle à ses amis et au public qu'il continue, comme par le passé, à traiter les maladies secrètes et de la peau.

Toutes les maladies syphilitiques (anciennes et récentes), les écoulements, ulcérations, plaies, démangeaisons, dartres, boutons, pertes blanches, et toutes les maladies provenant d'un sang vicié (chez les deux sexes) sont traitées avec le plus grand succès depuis dix années consécutives.

Guérison certaine de la gale (itching) en douze jours.

F. GAUDOZ, pharmacien,

1er juillet encoignure Orléans et Bourbon.

MALADIES SECRETES

M. F. GAUDOZ, Pharmacien de l'école de Paris informe le public qu'étant de retour de France on peut le consulter, tous les jours, à sa Pharmacie coin Conti et Bourgogne, où il s'occupe comme par le passé du traitement des Maladies Chroniques, Secrètes et de la peau. Les cas les plus graves de Syphilis, d'Ulcérations, Plaies, Eczema, Dartres, Pustules, Démangeaisons, Rougeurs, Taches, la Gonorrhée Chronique, les Ecoulements, la Chlorose, les Fleurs Blanches, et toutes les Maladies de l'Appareil Génito-Urinaire, (chez les deux sexes) sont traitées avec le plus grand succès. Consultations de 9 heures du matin, à 5 heures du soir.

Opiat et Injection du Dr Ricord.

Ces deux préparations sont les seules employées par le Dr Ricord pour la guérison rapide de la gonorrhée [illegible].

[illegible] F. GAUDOZ

[illegible] rues Conti et Bourgogne

[illegible] complète, pour $50, dents garanties opération sans douleur.

No 2........ Le Dr. SPYER, dentiste........No 2

—Coin Camp et Canal.—

Les dents que pose le Dr. SPYER sont à meilleur marché, plus durables et gênent moins que les autres. Les opérations nécessaires à la personne la plus nerveuse n'ont rien à craindre. Le Dr. Spyer donne des consultations en français, en espagnol, en allemand et en anglais. Souvenez-vous du No 2, au coin des rues Camp et de Canal, No 2—Entrée rue du Camp.

CONSERVEZ VOS DENTS

J. A. CASADAVANT,

CHIRURGIEN-DENTISTE,

196........RUE DU CANAL........196

entre Bourgogne et Remparts, où il continue à exécuter scientifiquement toutes les opérations dans l'art du dentiste.

Consultations en français, en espagnol et en anglais

1er sout—1m

TRANSFERT DE CABINET.

Le Dr. CHARLES E. KELLS,

DENTISTE,

A transporté son cabinet et son domicile au No 14 rue Dauphine, une maison après la rue du Canal, près de Lopez.

24 juin—3m

RESTAURANT St LOUIS,

Tenu par Henri Barthe.

Rue St Louis, Nos 75 et 77, entre Royale et Bourbon.

Chambres garnies pour habitants, salon pour noces et repas de familles, pension à la semaine, à la quinzaine et au mois à des prix modérés.

M. Henri Barthe ayant agrandi son établissement en y joignant la maison voisine, annonce à messieurs les habitants qu'il pourra toujours les loger convenablement aux [illegible]

RESTAURANT FRANÇAIS,

73........RUE DE CHARTRES........73

Tenu par Philippe Forget,

Ancien propriétaire du Restaurant des Arts.

CHAMBRES GARNIES.—Pension au mois et à la semaine. MM. les habitants trouveront toujours des chambres à leur disposition, [illegible] conservées au même prix.

Compagnie d'Assurances MUTUELLE DES MARCHANDS.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 31 mai 1866, y compris les primes non expirées de l'année précédente:

Sur les risques d'incendie..........	$936,162 60
Sur les risques de rivières..........	471,133 62
Sur les risques de mer..........	347,252 22
Total des primes..........	$1,754,554 22
En moins—Primes non expirées le 31 mai 1866..........	$[illegible]1,315
Primes remboursées..........	35,169 38
	$266,484 80
Montant net des primes du 31 mai 1866	$1,548,069 64
Pertes payées pendant l'année:	
Sur les risques d'incendie..........	$302,502 16
Sur les risques de rivières..........	254,530 80
Sur les risques de mer..........	131,577 82
	$688,631 98
Taxes..........	38,364 17
Réassurances, Profits et Pertes..........	175,883 90
Remboursé, 10 et 15 pour cent	70,309 76
	$1,069,183 44
Intérêts, moins dépenses..........	[illegible]
Bénéfice net..........	[illegible]
Montant net des primes au 31 mai 1866	[illegible]
Moins montant des primes sur lesquelles il a été remboursé 10 et 15 pour cent	[illegible]
Montant des primes participant à profits	[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

En caisse..........	[illegible]
Propriétés foncières..........	[illegible]
Billets garantis par hypothèques	[illegible]
Billets garantis par nantissements	[illegible]
Actions de Banque..........	[illegible]
Primes en voie de perception..........	[illegible]
Effets à recevoir..........	[illegible]
Scrip d'autres Compagnies mutuelles	[illegible]
Bons de l'Etat de la Louisiane..........	[illegible]
Actions de la Presse "Levee Steam"..........	[illegible]
Actions du Dry Dock Valette..........	[illegible]
Actions de la Compagnie du Gaz..........	[illegible]
Bons de la ville..........	[illegible]
	$1,604,068 35
En moins	
Intérêts dûs et non réclamés	$31,372 06
Intérêts à payer en juillet	54,169 38
	$85,547 44
Scrip de 1858 payable en juillet	185,863 00
Primes non échues le 31 mai 1866	231,315 00
	$502,526 44
Actif net..........	$1,101,562 91

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 5 juin 1866.

Je soussigné que, le cinq juin 1866, pardevant moi, juge de paix dans et pour la dite paroisse, sont présentés, John Pemberton, président, et Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance des Marchands, lesquels ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le ci-dessus est une copie exacte des livres de la dite.

JOHN PEMBERTON, Président.

P. FOURCHY, Secrétaire

Assermenté et signé devant moi, ce [illegible] juin 1866.

PAUL W. COLLENS,

Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, il a été résolu de déclarer un dividende, en scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de PAYER, le second lundi de juillet prochain, LA BALANCE DUE SUR L'EMISSION DE SCRIP DE L'ANNEE 1858 et six pour cent d'intérêt, en billets courants, sur tous les scrips émis par la Compagnie.

DIRECTEURS.

John Pemberton,	Ed. Dupasseur,
Pierre Ponts,	David McCoard,
Chs. Bugory,	P. Maspero,
S. Z. Relf,	J. Morgan He
J. J. Fernandes,	L. F. Generes,
M. Puig,	6juin—30f

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUN.

DIXIEME ETAT ANNUEL

Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:

Sur les risques d'incendie..........	$190,088 73
Sur les risques de mer..........	65,422 67
Sur les risques de rivières..........	247,616 67
	$503,163 [illegible]
Risques non expirés le 31 décembre 1864..........	39,709 00—542,872
A déduire:	
Risques non expirés le 31 décembre 1865..........	63,343 00
Primes remboursées le 31 décembre 1865..........	3,344 64—66,687 64
Montant net de primes le 31 décembre 1865	$476,184 63
Pertes payées dans la même période:	
Sur les risques d'incendie..........	$34,740 62
Sur les risques de mer	75,282 23
Sur les risques de rivières..........	66,322 58—176,345 43
A ajouter: Remboursement..........	33,840 44
Escompte de quinze pour cent..........	75,144 18
Dépenses, taxes, etc., escompte en moins, et intérêt..........	31,992 14
Profits et pertes, etc:	
Perte sur l'actif..........	131,953 05—449,435 21
Balance..........	$[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placés en bons de la ville et de l'Etat..........	$464,955 00
Placés en actions de Banque et de Gaz..........	211,760 00
Prêts garantis..........	142,500 00
Effets pour primes..........	11,271 23
Primes dues et en voie de perception..........	96,453 04
Scrip de compagnies d'assurance mutuelle..........	19,460 00
Mobilier n'ayant pas cours..........	9,789 7
En caisse..........	169,635 07
Total de l'actif..........	$1,126,874 09

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 17 janvier 1866.

SAMUEL MYERS,

Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrips non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président,

JOHN O. GAINES, Vice Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS.

John O. Gaines,	H. T. Lonsdale,
John C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	B. Bis[illegible],
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Théo. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Barrelli.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle Orléans.

SIXIÈME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Montant des primes non expirées en 1864..........	$74,779 [illegible]
Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1865:	
Sur les risques d'incendie..........	$195,128 77
Sur les risques de mer..........	32,835 05
Sur les risques de rivières..........	67,692 41
	301,641 73
	$376,414 73
Total des primes..........	
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1865..........	$93,284 00
Primes remboursées..........	3,304 67
	96,668 67
Montant net des primes..........	$279,746 06
Pertes: Sur les risques d'incendie..........	$54,426 08
Sur les risques de mer..........	20,624 95
Sur les risques de rivières..........	51,744 19
	$126,795 13
Taxes..........	13,719 13
Réassurances..........	5,833 60
Dépenses générales, intérêts en moins..........	18,471 77
Intérêt de scrip..........	21,936 90
	186,731 [illegible]
Bénéfice net..........	$93,014 [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets pour primes..........	$6,506 83
Billets garantis par nantissement et hypothèque..........	113,548 30
Dû pour primes en voie de perception..........	73,076 71
Actions de la Compagnie du Gaz, bons de l'Etat de la Louisiane, de la ville et autres bons	161,090 00
Scrips de différentes compagnies d'assurance..........	102,090 0
Propriétés foncières..........	26,314 45
En caisse..........	77,663 47
	560,287 [illegible]
En moins: Intérêt non réclamé sur scrip..........	$6,653 20
Intérêts payables sur scrip..........	21,936 80
Réclamations non encore réglées..........	13,309 00
	41,899 00
	$518,380 87

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui, 9 janvier 1866, pardevant moi, soussigné, notaire public, dans et pour la susdite paroisse, se sont présentés Jules E. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire, de la compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, à la Nlle-Orléans—lesquels ayant été dûment assermentés conformément à la loi, ont déclaré que le susdit tableau est exact et une copie exacte tirée des livres de la compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 9 janvier 1866.

F. CHS. CUVELLIER, Notaire Public.

Les directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de la compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1865 et il sera émis pour ce dividende, des certificats à partir du 2 avril prochain.

L'intérêt de six pour cent dû sur les certificats (non encore payés) de profit, sera payé aux détenteurs ou à leurs ayants-cause, à partir du deuxième lundi de mars.

—DIRECTEURS—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm Steven,
George Urquhart,	Jos. Deynoodt,
J. A. White,	Chs. Lafitte,
W. F. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Bailly Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE,

Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIÈME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866..........	$966,549 64
Savoir—primes d'incendie..........	$[illegible]06,485 40
do de marine..........	155,702 71
do de rivières..........	300,361 45
	$966,549 60
En moins, primes remboursées de primes non expirées..........	$3,806 08 / 51,680 00
	$55,486 08
Montant net des primes..........	$842,061 61
PERTES PAYEES.	
Pertes par l'incendie..........	$86,345 64
Pertes sur mer..........	131,366 92
Pertes sur les rivières..........	215,190 82
	$412,903 38
Réassurances..........	50,229 24
Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes..........	140,913 13
	604,045 75
Bénéfice net..........	$244,015 [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en propriétés foncières..........	$37,663 68
Placé en hypothèques sur propriétés foncières.	56,362 50
Placé en bons de la ville et autres..........	101,330 00
Placé en actions de banques..........	105,180 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance..........	119,484 60
Prêts garantis..........	14,450 00
Effets..........	20,004 51
Primes en voie de perception..........	157,981 16
En caisse..........	204,149 21
	$277,825 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans, Assermentés et souscrit devant moi, ce 10 mars 1866.

EDMOND MEUNIER,

Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net participant des primes pour l'année expirée le 28 février 1866, et il sera émis des certificats pour ledit dividende scrip à partir du 2 avril prochain.

Les certificats-scrip émis pour l'année 1859 seront payés et il sera payé en outre six pour cent d'intérêt, sur tous les certificats de scrip non encore payés, le douzième lundi de mai 1866, aux détenteurs ou à leurs ayants-cause.

CHARLES BRIGGS, Président.

A. CARRIERE, Vice Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

DIRECTEURS.

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carriere	Henry J. Vose,
George A. Fredick,	Jas. Jackson,
Mason Pilcher	E. Marquez,
S. Brugier,	Alfred Dolhonde,
E. Cramer,	Chs. Weisbeer,
Charles Lafitte,	A. Lescourt,
John S. Maunsel	Frank Williams,
P. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny	John Thornhill
A. R. Montgomery,	W. A. Violett,
A. Preiche,	D. Plagio,
A. P. Noblom,	Hugh McDonald,
Geo. W. Dunbar,	Harlow J. Phelps,
E. F. Stockmeyer	Wm. H. Pinckard
George W. Hynson,	Henry M. Bryan
	S. L. Wooldridge.

Carpetings, Curtains Mattings, &c

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of various qualities. Also, Gimps, Cornices, Bands, Pins, &c. CARPETINGS of all kinds and qualities, FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all articles in our line, which we offer at greatly reduced prices.

A. BROUSSEAU & CO,

[illegible]

INSURANCES.

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 22, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums..........	$852,154 71
Marine..........	184,305 18
River..........	[illegible]
	$1,087,800 46
Amount of Earned Premiums.	
Losses paid and estimated	
Fire Losses..........	$4[illegible] 16
Marine..........	[illegible]
River..........	[illegible]
Paid discount in lieu of scrip	19,701 37
Paid Taxes..........	[illegible]
Paid Reinsurance..........	[illegible]
Paid Expenses, Interest, General Expenses, less Dividends..........	149,108 00
	676,739 21
Net Profits..........	$257,781 22
Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend..........	$604,711 00

The Company have the following Assets:

Notes secured by mortgages..........	$ 60,445 00
Loans on pledge of stocks..........	35,004 69
Loans on real estate..........	55,123 51
Bank Stocks..........	59,080 00
Gas Stocks..........	60,000 00
Invested in Consolidated and City Bonds.	70,000 00
Invested in Bank Stocks..........	[illegible]
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Assets..........	53,253 20
Valette Dry Dock Company..........	1,875 00
Due for Premiums in course of collection..	103,649 18
Cash on hand..........	257,630 82
	$847,180 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 22d day of May, 1866.

O. H. BRAGOHN,

Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent, on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866; for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President,

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A. Adams,	Sam'l H. Kennedy,
C. T. Buddecke,	James J. Hauna,
Sam'l B. Newman,	A. Dudoit,
P. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. G. Ober,
A. Thomson,	A. B. Reading.

Louisiana Mutual Insurance Co.,

CORNER OF CAMP AND GRAVIER STREET

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending 28th February, 1866..........	$966,549 64
Viz—Fire Premiums..........	$[illegible]8,485 18
Marine do..........	156,702 71
River do..........	300,361 45
	$966,549
Less Return Premiums..........	$3,806 08
Less Unterminated Premiums..........	51,680 00
	$55,486
Net earned Premiums..........	$842,061 61
Losses paid, viz—	
Fire Losses..........	$86,345 61
Marine Losses..........	131,366 92
River Losses..........	215,190 82
	$412,903 38
Reinsurance..........	50,229 24
General Expenses, Taxes, Interest and Profit and Loss..........	140,913 13
	604,045 75
Net Profits..........	$244,015 86

The Company have the following Assets, viz—

Invested in Real Estate..........	$37,663 68
Invested in Mortgages on Real Estate..........	56,362 50
Invested in City and other Bonds..........	101,330 00
Invested in Bank Stocks..........	105,180 00
Invested in Scrip of Insurance Companies..	119,484 60
Loaned on Pledges..........	14,450 00
Bills Receivable..........	20,004 51
Premiums in course of collection..........	157,981 16
Cash on hand..........	204,149 21
	$877,825 [illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHARLES BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this [illegible] day of March, 1866.

EDMOND MEUNIER, Third Justice of the Peace, for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of thirty-five per cent on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1866, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The Scrip Certificates issued for the year 1859 will be redeemed, also 6 per cent interest on outstanding Certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1866, to the holders thereof, or their legal representatives.

CHARLES BRIGGS, President,

A. CARRIERE, Vice-President.

J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES.

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carriere,	Henry J. Vose,
George A. Fredick,	Jas. Jackson,
Mason Pilcher,	E. Marquez,
S. Brugier,	Alfred Dolhonde,
E. Cramer,	Chs. Weisbeer,
Charles Lafitte,	A. Lescourt,
John S. Maunsell,	Frank Williams,
P. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny,	John Thornhill,
A. R. Montgomery,	W. A. Violett,
A. Preiche,	D. Plagio,
A. P. Noblom,	Hugh McDonald,
George W. Dunbar,	Harlow J. Phelps,
E. F. Stockmeyer,	Wm. H. Pinckard,
Geo. W. Hynson,	Henry M. Bryan,
	S. L. Wooldridge.

N. O. Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.

SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1864..........	$74,779
Premiums received during the year ending 31st December, 1865.	
On Fire Risks..........	$195,128 77
On Marine Risks..........	32,835 05
On River Risks..........	67,692 41
	301,641 73
Total Premiums..........	$376,414 73
Less Premiums unearned 31st Dec. 1865..........	$93,284 00
Return Premiums..........	3,304 67
	96,668 67
Net earned Premiums..........	$279,746 06
Losses.	
On Fire Risks..........	$54,426 08
On Marine Risks..........	20,624 95
On River Risks..........	51,744 19
	$126,795 13
Taxes..........	13,719 13
Reinsurance..........	5,833 60
General Expenses, less interest received..........	18,471 77
Interest on Scrips..........	21,936 90
	186,731 [illegible]
Net Profit..........	$93,014 [illegible]

The Company have the following assets

Bills receivable for Premiums..........	$6,506 83
Notes secured by Pledge and Mortgage..........	113,548 30
Due for Premiums in course of collection..........	73,076 71
Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds	161,090 00
Scrips of sundry Mutual Insurance Companies..........	102,090 00
Real Estate..........	26,314 45
Cash on hands..........	77,663 47
	$560,290 [illegible]
Less: Unclaimed Interest on Scrips..........	6,653 20
Interest payable on outstanding Scrips..........	21,936 80
Claims unsettled..........	13,309 00
	41,899 00
	$518,390 [illegible]

STATE OF LOUISIANA, Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 9th of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President,

J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January 1866.

P. CHAS. CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent, on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent. due, on the outstanding certificates of profits, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives on and after the second Monday of March.

—DIRECTORS:—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm. Steven,
George Urquhart,	Joseph Deynoodt,
J. A. White,	Charles Lafitte,
W. F. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Bailly Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement

Premiums received during the year ending 31st May, 1866, including unearned premiums of the previous year:	
On Fire Risks..........	$936,162 60
On River Risks..........	471,133 62
On Marine Risks..........	347,252 60
Total premiums..........	$1,754,554 22
Less premiums unearned on 31st May, 1866..........	$231,315 00
	$1,523,239 22
Return premiums..........	35,169 56
Net earned premiums 31st May, 1866....	$1,518,069 64
Losses paid during the year:	
On Fire Risks..........	$302,502 16
On River Risks..........	254,552 60
On Marine Risks..........	131,577 82
Total losses..........	$688,631 81
Taxes..........	38,364 17
Reinsurance and profit loss..........	175,883 59
10 and 15 per cent return..........	70,309 76—1,069,183 36
	$448,886 28
Add Interest, less expenses..........	2,540 87
Net Profit..........	$451,426 55
Net earned premiums 31st May, 1866....	$1,518,069 64
Less amount on which ten or fifteen per cent have been returned..........	527,935 00
Amount participating in profit..........	$990,134 61

The Company have the following assets:

Cash on hand..........	$269,850 27
Real Estate..........	147,831 28
City Bonds..........	99,134 00
Gas Light Stock..........	5,665 00
Notes secured by mortgage..........	366,301 70
Notes secured by pledge..........	84,777 15
Bank Stocks..........	179,760 00
Bills receivable..........	119,197 44
Premiums in course of collection..........	179,226 82
Scrips of Mutual Companies..........	43,750 00
Louisiana State Bonds..........	1,560 00
Stock Levee steam Cotton Press..........	5,000 00
Stock Vallette Dry Dock Company..........	4,375 00
	$1,604,068 35
Less—Unclaimed interest due on scrips..........	$31,378 06
Interest payable in July next on all outstanding scrips	54,169 38—85,547 44
Scrip of 1858 redeemable in July next..........	185,863 00
Unearned premiums 31st May, 1866..........	231,315 00—502,526 44
Net assets..........	$1,101,562 9

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on the 5th day of June, 1866, before me, the undersigned, a Justice of the Peace in and for the Parish aforesaid, personally came and appeared JOHN PEMBERTON, President, and PAUL FOURCHY, Secretary of the Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans, who, being duly sworn, according to law, did depose and say that the above statement is a just, true, and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1866.

PAUL W. COLLENS,

Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th of June, 1866, it was resolved to declare a scrip dividend of 40 per cent. on the net earned participating premiums for the year ending on the 31st May, 1866, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay, on and after the second Monday in July next, the balance due on Scrip issue of 1858, and six per cent. interest in common currency on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS:

Ed. Dupasseur,	John Pemberton,	David McCoard,
P. Maspero,	Pierre Ponts,	S. Z. Relf,
L. F. Generes,	M. Puig,	J. J. Fernandes
J. Morgan Hol[illegible],		Chas. Bugory,

JUDICIAL SALES.

Bertrand Saloy vs. Charles Seuzeneau.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 14,546—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz—

1. A LOT OF GROUND situated in the Faubourg Washington, in the Third District of this city, designated by the No. Seven, of square No. Seven, bounded by Piety, Love, Louisa and Goodchildren streets, measuring thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet in depth, between parallel lines, according to a plan made by Gilroux, architect, on the 14th December, 1848, and deposited as plan No. Thirty-five of book of plans No. Five, in the office of L. T. Caire, then a notary public in this city

2. A LOT OF GROUND in the same square, designated by the No. Six on the plan above referred to, measuring thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep, between parallel lines.

A TWO LOTS OF GROUND situated in the same square, designated by the Nos. Eight and Nine, adjoining each other and measuring as follows: Lot No. Eight, thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep. Lot No. Nine, thirty-two feet seven inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep.

Together with the use and privilege of two alleys for the use of said lots and others.

Together with all the buildings and improvements on said lots.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS,

aug11 20 29 sept 11 Sheriff of the Parish of Orleans.

Joseph Bazanac vs. Theophile Bertrand and John Hewlett, Jr.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. No. 16,[illegible]—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September, 1866, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

A LOT OF GROUND, situated in the Suburb Tremé, Second District of this city, at the northern corner of Dumaine and Tremé streets, making part of the lot of ground designated by the No. one of the square No. fifty, bounded by Dumaine, Tremé, St Philip and Marais streets, on a plan drawn by the surveyor of this city, on the 8th August, 1842, and annexed to an act passed on the 10th of November of the same year, before Felix de Armas, then a notary public in this city measuring, in American measure, thirty-two inches and two lines front on Dumaine street, by a depth of sixty-seven feet and five lines front on Tremé street.

Together with all the buildings and improvements thereon, consisting of a one-story and attic Dwelling-house, bricked between posts, slate-roofed, having four rooms, (two with fire-places) closet, gallery and attic, and two rooms in the attic. A two-story Kitchen, bricked between posts, slate-roofed, having four rooms, (two with fire-places) yard paved with bricks, and water-works. The whole divided into two tenements.

Being the same property which the defendants acquired by purchase from Isidore Eugene Pinsard, as per act passed before Abel Dreyfous, notary public in this city, dated May 1st, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS,

aug11 20 29 sed 11 Sheriff of the Parish of Orleans.

Citizens' Bank of Louisiana vs. Pierre Jean Aroni.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 27,[illegible]—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the eighth day of September, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND, situate in the suburb Washington, in the Third District of this city, in the square bounded by Levee, Esteile, Moreau and Congress streets, designated as lots Nos. One and Two, on a plan drawn by J. A. Pueyo, late surveyor, on the 18th of March, 1844, said lots measuring in American measure, as follows:

LOT NO. ONE, thirty feet two inches and one line on the Public road, between Esteile and Congress streets, thirty feet on the rear line, one hundred and thirty three feet seven inches and five lines and a half in depth on the upper line, and one hundred and thirty feet seven inches and one-fourth of a line in depth on the lower line.

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

LOT NO. TWO, adjoining the preceding lot, measures thirty feet two inches and one line front on the Public road, thirty feet on the rear line one hundred and thirty feet seven inches and seven-eighths of a line in depth on the upper line, and one hundred and twenty-seven feet six inches and three lines in depth on the lower line.

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Together with all the buildings and improvements on said two lots of ground, and all the rights to the Batture in front of said property.

Being the same property acquired by the defendant by purchase, from Joseph Marrero, per act passed before Ad. Boudousquie, notary public in this city, on the 8th day of April, 1861.

Seized in the above suit.

Terms—The purchaser to furnish two stock notes in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, each for the sum of six hundred and seventy-two dollars [illegible] payable respectively on the 1st day of October, 1866, bearing interest [illegible] per annum from the first of [illegible] the charter of said Bank. The purchaser to assume all the obligations and responsibilities of a Stockholder of the Citizens' Bank and the stock notes so furnished to be identified with the act of mortgage passed by Pierre Paroisse in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, before [illegible] on the 6th of June, 1838, and the act of sale from J. [illegible] to P. J. Aroni, dated April 8, 1861, with the Bond [illegible] paid in money and the balance of the price of adjudication [illegible].

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans

aug 7 16 21 sept 8

Bertrand Saloy vs. Seventeen Bells.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 16,[illegible]

Sheriff's Office, Parish of Orleans, New Orleans, September 1st 1866

NOTICE is hereby given that by virtue of a writ of [illegible] to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled [illegible] and taken into my possession SEVENTEEN CITY BELLS, weighing [illegible] seventeen hundred and twelve [illegible] pounds, which the owner of which is [illegible] for storage and preservation of the same, the sum of Fifteen Dollars per month, for forty six months—say in all the sum of $[illegible].

And all persons therein interested are hereby notified and invited to appear within fifteen days from the date hereof, and at once the said bells, [illegible]

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans

sept 7 11 15 19

United States Marshal's Monition.

United States vs. 90 Demijohns of Liquor, 3 Carts, 3 Mules, 1 Mare and 1 Colt, etc.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA—No. 8,[illegible]—In obedience to an Admiralty Warrant, to me directed in the above entitled suit, I have seized and taken into my possession 90 Demijohns of Liquor, 3 Carts, 3 Mules, 1 Mare and 1 Colt, seized by [illegible] Kennedy, Esq., Collector of the Port 90 Demijohns of Liquor, [illegible] and now libelled by the United States in the District Court of the United States [illegible] for the causes therein set forth and all and every person or persons having [illegible] [illegible] why the same should not be pronounced [illegible] and appear at a District Court of the United States, to be held at the city of New Orleans, on or before the third MONDAY from the date hereof, to show cause, if any they have, why the said property should not be condemned and sold, agreeably to the prayer of libelant.

United States Marshal's office, New Orleans, twenty-fifth day of August, 1866.

CUTHBERT BULLITT, U. S. Marshal.

aug27 sept 6 [illegible]

United States Marshal's Monitions.

Colman Wolf vs. the British Schooner Emma, her Tackle, Apparel and Furniture.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT for the Eastern District of Louisiana—No. 8,8[illegible]—In obedience to an Admiralty warrant, to me directed in the above entitled suit, I have seized and taken into my possession the British Schooner EMMA, her Tackle, Apparel and Furniture, now libelled by Colman Wolf, for the causes set forth in the libel now pending in the District Court of the United States. And I do hereby cite and admonish the owner or owners thereof, and all and every person or persons having or pretending to have any right, title or interest therein, to be and appear at a District Court of the United States, for the District aforesaid, to be holden at the city of New Orleans, on or before the third MONDAY from the date hereof, to show cause, if any they have, why the said Schooner, her Tackle, &c., should not be condemned and be sold agreeably to the prayer of libelant.

United States Marshal's Office, New Orleans, 25th day of August, 1866.

CUTHBERT BULLITT, United States Marshal.

aug21 28 sed 20

United States Marshal's Monition.

United States vs. British Schooner Mai, her Tackle, Apparel and Furniture.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT for the Eastern District of Louisiana, No. 8,[illegible]—In obedience to an Admiralty warrant, to me directed in the above entitled suit, I have seized and taken into my possession the British schooner MAI, her Tackle, Apparel and Furniture, now libelled by the United States of America, for the causes set forth in the libel now pending in the District Court of the United States. And I hereby cite and admonish the owner or owners thereof, and all and every person or persons having or pretending to have any right, title or interest therein, to be and appear at a District Court of the United States, for the District aforesaid, to be holden at the city of New Orleans on or before the third Monday from the date hereof, to show cause, if any they have, why the said schooner, her tackle, etc., should not be condemned and be sold agreeably to the prayer of libellant.

United States Marshal's office, New Orleans, thirty-first day of August, 1866.

CUTHBERT BULLITT, U. S. Marshal.

sept1 6 12 17

BUSINESS CARDS.

Adolphe Boudousquié,

NOTARY PUBLIC,

HAS removed to the corner of Royal and Customhouse streets, up stairs. Entrance on Customhouse street, No. 80. aug17 1m

GILLESPIE, J. W. & CO.,

COTTON FACTORS,

AND

General Commission Merchants,

Sole Agents for the sale of the celebrated C. G. O. NAVAL STORES,

jy6 2m No. 50 Canal street.

J. M. BONNER......E. J. GOODE......J. P. DILLINGHAM,

BONNER, GOODE & DILLINGHAM,

ATTORNEYS AT LAW,

—OFFICE—

Corner Camp and Gravier, over Canal Bank.

jy21 3m

LOUIS & EDWARD JANIN,

Attorneys & Counsellors at Law,

WASHINGTON CITY, D.C.

WILL practice in the Supreme Court of the United States, the Courts of Claims and of the District, before the Executive Departments and Committees of Congress. ap19 6m

E. RICHARD.

BILLIARD TABLE MANUFACTURER,

160........St. Ann Street........160

NEAR CORNER RAMPART.

BEING on the point of removing, offers for sale at very moderate prices, a selection of SIX POCKET, FOUR POCKET and CAROM TABLES, of modern style, made of Rosewood, Oak and Walnut. Marble or Slate Beds, furnished with KAVANAGH and DECKER'S CUSHIONS, the best now in use.

Has also on hand Cues, Balls, Cloth, Cue Leathers Chalk; in short, everything belonging to the trade.

Orders by mail carefully and promptly executed, by addressing E. RICHARD, Box 1710, P. O., ap26 1y New Orleans.

Reynand, Choppin & Duteil,

COMMISSION AND FORWARDING MERCHANTS.

Corner Main and Commerce Streets, HOUSTON, TEXAS.

Lewis & Co's Building, Strand, near 22d st. GALVESTON, TEXAS.

ja26 tf

Dr. SABOURIN,

166 CUSTOMHOUSE STREET,

Between Burgundy and Dauphine.

je24 3m

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Rewell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and Every Description of Machinery for the South.

jel4 3m LEEDS & CO.

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST

NO. 196 CANAL STREET.

BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most [illegible] manner. Consultation in French, Spanish and English. sept1 y

AUCTION SALES.

G. DE FERIET'S SALES.

Succession of A. P. Avegno—No. 18,913.—Valuable Building Lots in the Second District of this City and fronting on Toulouse, Burgundy and St. Peter streets.

BY G. de FERIET, Auctioneer.

Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, September 8th, 1866, at noon, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated the 2d June, 1866, the following described property belonging to said succession, viz:

1. FOUR LOTS OF GROUND, in the Second District of this City, in the square bounded by Toulouse, Dauphin, St. Peter and Burgundy streets, designated by the Nos. 7, 8, 9 and 10.

Lot No. 7 measures 32 feet 6 inches and 5 lines front on St. Peter street, by 103 feet 10 inches and 6 lines in depth.

Lot No. 8, adjoining lot No. 7, measures 42 feet 1 inch and 2 lines front on St. Peter street, by 120 feet 2 inches in depth.

Lots Nos. 9 and 10 adjoin each other, and measure each 32 feet 3 inches and 4 lines on Burgundy street, by 95 feet 11 inches in depth.

2. A VACANT LOT OF GROUND situated in the Third District of this city, designated by the number six, in the square number twenty-one, bounded by Rousseau, Dorgenois, d'Abadie and Aubry streets, having thirty-one feet seven inches front on Rousseau street, by one hundred and four feet, 11 inches and four lines in depth, according to a plan made by J. A. Pueyo, on the 2d of May, 1842.

Terms—One third cash, and the balance on a credit of one and two years, in notes of the purchasers, secured by special mortgage, and bearing six per cent. interest per annum from date to maturity, and eight per cent. thereafter until final payment; the said notes to be divided [illegible] to suit the vendor.

Act of sale, including U. S. Internal Revenue Stamps, before Charles Stringer, Notary Public, at purchasers' expense. aug5 13 18 25 sept1 8

SUCCESSION OF MRS ANNA GLAUSTEIN—No. 27,199.

Dwelling House with Garden on Conti street, between Salomon and David streets.

BY G. De FERIET, Auctioneer.

Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, September 29th 1866, at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated August 2d, 1866, the following described property belonging to the succession of Anna Glaustein, viz:

THREE CERTAIN LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, rights ways, privileges, etc., thereunto belonging, situate in the Second District of this city, in the square bounded by Conti, Salomon, David and St. Louis streets, designated as lots Five, Six and Seven, of square No. Twenty-One; which lots measure each 31 feet 11 inches and 5 lines front on Conti street, by a depth of one hundred and two feet seven inches and seven lines, between parallel lines. The buildings and improvements consist of a frame house, with slate-roof, containing four rooms, two cabinets, back and front gallery, kitchen, outhouses, garden, bee hives, fruit trees, etc.

Terms—Cash, in U. S. currency.

Act of sale before M. T. Ducros, notary public, at purchaser's expense, who will be required to pay the U. S. Internal Revenue Stamps. aug21 sep3 10 17 24 29

Succession of Mrs. Anna Glaustein.—No. 27,199.

FURNITURE! FURNITURE! FURNITURE!

BY GABRIEL De FERIET, Auctioneer.

Office, No. 42 Royal street.

MONDAY, September 10th, 1866, at 11 o'clock, A. M., will be sold at public auction, on the premises, Conti street, between Salomon and David streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated August 2d, 1866, the furniture belonging to said Estate and composed of Bed and Bedding, Marble Top Bureau, Walnut Armoir, Sofa, Chairs, and Rocker, Washstand, Tables, Clock, Stove, Kitchen Utensils, etc.

Terms—cash, in U. S. Treasury Notes.

aug28 sept 10

Succession of John Williams—No. 18,879.—House and Lot on Piety street, between Craps and Love streets. Also, a Building Lot on the same street.

BY G. de FERIET, Auctioneer,

Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, October 6th 1866, at 12 o'clock M., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated [illegible] 1866, the following described property belonging to said succession, to wit:

1. [illegible] OF GROUND situate, lying and being in the Third District of this city, in the square bounded by Piety, Love, Desire and Craps streets [illegible] English measure [illegible]. Lot No. 1 [illegible] feet two inches and three lines front on Piety street, by one hundred and twenty feet deep between [illegible] [illegible]

2. A LOT OF GROUND situate in the same District and in the above described square, designated by the No. 12, and measuring thirty feet front on Piety street, by one hundred and twenty feet deep.

Terms—One half cash, and the balance on a credit of one and two years [illegible] mortgage [illegible] [illegible]

Act of sale before A. D. Doriocourt, notary public, at purchaser's expense sept1 8 15 22 29 oct 6

S. GUINAULT'S SALES.

Succession of Mrs. Mary Ann Harley—No. 27,131.

By S. GUINAULT, Auctioneer.

Office: Bienville street and Exchange Alley.

ON SATURDAY, [illegible] September [illegible], will be sold at 12 o'clock M. at the Merchants and Auctioneers Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order of the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 8th August, 1866, the hereinafter described property, to wit:

A LOT OF GROUND situated in the Third District [illegible] bounded by Urquhart [illegible] [illegible]

Plan to be exhibited at the Exchange.

Terms—Cash.

Act of sale before W. J. Castell, notary public at the expense of the purchaser, including the U. S. Revenue Stamps. aug15 21 28 sep 15

Succession of Widow Newbauger.

BY S. GUINAULT, Auctioneer,

Office corner of Exchange Alley and Bienville st.

TUESDAY, 11th September, 1866, will be sold at 10 o'clock A. M., on St. Philip street, No. [illegible] between Royal and Bourbon streets by virtue of an order of the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated [illegible] August, 1866, the following described property [illegible], to wit:

ONE LOT OF HOUSEHOLD FURNITURE, consisting of Bedsteads and Bedding, Armoire, Centre Table, Bureau, Glassware, Crockery, Kitchen Utensils, &c.

Terms—Cash, in Greenbacks. aug31 sep5 11

CONSTABLE'S SALES.

Duviau and Dailiu vs Clary, Jr.

THIRD JUSTICE'S COURT, PARISH OF ORLEANS—No. [illegible]—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Paul W. Collens, Third Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction at the stable on Metairie Road, on SATURDAY, the 8th day of September, 1866, at [illegible] o'clock, A. M.

1 IRON GRAY HORSE,

2 COWS.

Seized in the above case.

Terms—cash, in U. S. Treasury Notes.

ARTHUR LANOE, Constable.

aug28 sep8

P. LeBlanc, Agent, vs. Mrs. Harriet Wilson

SECOND JUSTICE COURT—PARISH OF ORLEANS—No. 57—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon. O. H. Bragon, Second Justice of the Peace, I will proceed to sell at public auction, at my office corner of Commercial Place and St. Charles street, on THURSDAY, the 6th day of September, 1866, at [illegible] o'clock, M.—

One lot of Household Furniture.

Seized in the above suit, as per inventory on file in my office.

Terms—Cash, in U. S. Treasury Notes.

JOHN C. KEZAC,

aug25 31 se6 Constable Second Justice Court.

J. Jonau vs. Maximilian Freche, alias Clary, Jeune

FOURTH JUSTICE'S COURT—PARISH OF ORLEANS—No. 23,216—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Augustin Viavant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell at the Dairy of Mr. Jean Taregano, No. 377 St. Peter street, between Miro and Tonti streets, Second District of this city, on SATURDAY the 8th day of September, 1866, at 12 o'clock, M.—

FIVE MILCH COWS.

Seized in the above entitled suit.

Terms—Cash.

P. A. FORTIER,

aug29 sept 8 Constable of the Fourth Justice's Court

LEGAL NOTICES.

Paul Marcelin vs. His Creditors.

STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 12,021—Notice is hereby given to the creditors of the Insolvent, and to all other persons interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the second account and tableau of distribution presented by Bertrand Saloy, Syndic, should not be approved and homologated, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

JULES VIENNE,

sept1 31 1104 Deputy Clerk.

S. D. Gratiaa vs His Creditors and the Creditors of S D Gratiaa & Co.

STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 17,6[illegible]—The creditors of the insolvents are hereby notified to attend a meeting, to be convened and held before Adolphe Boudousquie, Notary Public, on MONDAY, the [illegible] day of October, 1866, at 12 o'clock M., for the purpose of appointing a syndic in the place and stead of Simeon D. Gratiaa, deceased; and O. Schmidt, Esq., the Attorney of absent creditors, is also notified to attend said meeting.

By order of the Court.

JULES VIENNE,

sept1 8t1104 Deputy Clerk.

Succession of George S. Denison.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 27,238—Whereas Thos. Cottman has petitioned the Court for letters of curatorship on the vacant estate of the late George S. Denison, deceased, intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court. A. J. VILLERE,

sept4 10 Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA, FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 6th day of August, 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:

No. 17,610.—Margaret Dunn, wife of Bertrand Dufour, vs. her Husband—By consent of parties, this case was this day taken up and submitted to the Court for adjudication on the evidence on file; when the Court considering the law, evidence and pleadings to be in favor of plaintiff. It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff, decreeing a separation of property between them; that said plaintiff be authorized and empowered to transact and manage her property separate from her husband; that she do have and recover of her said husband, Bertrand Dufour, the sum of one thousand dollars, with legal interest from judicial demand and costs of suit, and with the privileges granted by law for dotal rights.

Judgment signed 8th August, 1866.

(Signed) PAUL E. THEARD, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the Seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 8th day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninety first year of the Independence of the United States.

(Signed) JOHN M. COONEY,

aug10 8t Deputy Clerk.

STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these Presents shall come—Greeting:

Whereas, Terence Firmin Levasseur, more than ten years ago, having purchased at a sale made by the Sheriff of the parish of Orleans the property hereinafter described, has applied to this Court, in which the office the deed of sale was recorded on the 6th day of November, A. D. 1855, for a monition, or advertisement in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An act relative to monitions and mode of proceeding;" approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Fifth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever; to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the parish aforesaid on the 27th day of October, A. D. 1855, by virtue of a decree of this Court rendered on the 2d day of July, A. D. 1855, in a suit entitled "The City of New Orleans vs. P. Passebon," No. 10,103 of the Docket of this Court, at which sale the said Terence Firmin Levasseur became the purchaser for the price of $105 cash.

Description of property, as given in the judicial conveyance, viz:

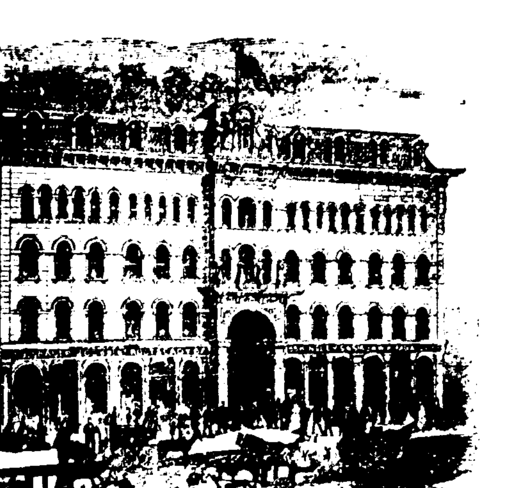
A CERTAIN LOT OF GROUND situate in the Faubourg Tremé, in the Second District of this City, in the square bounded by St. Louis, Roman and Prieur streets and the Canal Carondelet, designated by the No. four on a plan drawn by C. F. Zimpel, Civil Engineer, dated the 21st day of June, 1831, and deposited for reference in the officials of Carlo Pollock, then one of the Notaries of this city, and annexed to an act dated 17th April, 1832. Said lot having, English measure, thirty-two feet seven lines front on the Canal Carondelet, by one hundred and twenty-nine feet five lines deep, and thirty-four feet six lines wide in the rear; together with all and singular the rights, etc.

F. A. LUMINAIS,

sept4 8t 6th Dy Clerk 5th District Court.

CROSBY OPERA HOUSE

ART ASSOCIATION.



PROSPECTUS.

IN the Spring of 1865 Mr. U. H. CROSBY completed his magnificent OPERA HOUSE, at a cost of $600,000. Owing to the great excess of this expenditure over the estimate, resulting from the enhanced value of materials and labor during the war, [illegible] which were necessary to perfect his design, and [illegible] Mr. Crosby became financially embarrassed, and only succeeded in the purpose of giving to Chicago this noble work of art at the sacrifice of his fortune.

This reverse having made the sale of the property necessary, the [illegible] of Art [illegible] Eastern cities have urged the idea of making its disposal the basis of a National Distribution of Paintings and Engravings [illegible] the Art Union plan. The suggestion met with the approval of [illegible] and it was determined to make the [illegible] OPERA HOUSE ART ASSOCIATION [illegible] of the Opera House, by means [illegible] the Opera House and a large collection of Paintings and Engravings [illegible].

In accordance with this suggestion THE CROSBY OPERA HOUSE ART ASSOCIATION has been formed upon the following plan:

There will be issued [illegible] numbers certificates of $5.00 shares at [illegible] WHICH ENTITLE THE HOLDER TO RECEIVE ONE OR MORE OF THE FIRST CLASS STEEL ENGRAVINGS HEREINAFTER DESCRIBED. A SHARE IN THE AWARD OF PREMIUMS and free admission to the Galleries of the Association until the award takes place.

THE ASSOCIATION WILL, ON THE FIRST OF OCTOBER NEXT, AWARD ITS THREE HUNDRED AND TWO PREMIUMS TO MEMBERS.

FIRST PREMIUM:

THE CROSBY OPERA HOUSE!

—AND—

THE LOT UPON WHICH IT STANDS.

Fronting 140 by 180 feet on Washington street, Chicago—one of the finest buildings in America—erected at a cost of $600,000, and now yielding, exclusive of the Opera House proper, a yearly rental of $30,000—together with all its Splendid Stage Scenery, Machinery, Furniture, Fixtures and Accessories.

ADDITIONAL PREMIUMS.

THREE HUNDRED PAINTINGS!

INCLUDING, AMONGST OTHERS OF GREAT VALUE, BIERSTADT'S GREAT WORK, "THE YO SEMITE VALLEY," WORTH $[illegible]

For Full List of Paintings, SEE CATALOGUE.

THE SUBSCRIPTION BOOKS WILL CLOSE ON SATURDAY, THE 22d OF SEPTEMBER, 1866.

And on the 1st of OCTOBER following the award of Premiums will be publicly made at the Opera House.

DETAILS OF THE DRAWING.

The Subscription Books, on being closed, will be placed in the hands of the following gentlemen, who have kindly consented to act as the Chicago Members of the Committee to conduct the award of Premiums:

WM. F. COOLBAUGH, Pres't Union Nat. Bank.	JAS. H. BOWEN, Pres't Third National Bank.
AMOS T. HALL, Treasurer C. B & Q. R. R.	JAS. C. FARGO, Agent American Express.
E. G. HALL, Hall, Kimbark & Co.	FRANCIS A. HOFFMAN, Ex Lieut. Governor.
CLINTON BRIGGS, Ewing, Briggs & Co.	I. Y. MUNN, Munn & Scott, Elevator.
J. C. DORE, President of the Board of Trade.	J. A. ELLIS, Pres't Second National Bank.

These gentlemen, together with such others from different parts of the country as they may add to their number for the purpose of fairly representing the shareholders at large, will have the

SOLE MANAGEMENT OF THE AWARD.

ALL ITS DETAILS WILL BE ARRANGED AND EXECUTED BY THEM.

The Plan of the Award Adopted is the following:

Two hundred and ten thousand numbers, representing the certificates issued, will be placed in one wheel, and three hundred and two tickets, inscribed with the names of the premiums (to wit: the Opera House, three hundred Paintings, and the Bust of Lincoln) will be placed in another. From these wheels a number and a premium will be drawn at the same time, and the number drawn will take the premium drawn with it.

The Premiums will be ready for delivery immediately upon the result of the award being known; and the person by whom the First Premium is drawn will receive a Conveyance in Fee of an Unencumbered Title to the Crosby Opera House, subject only to the existing leases, the rents to accrue to the person to whom the property shall be awarded from the day upon which the drawing takes place. Information relative to the Title and legal arrangements will be furnished on application at the Real Estate office of Messrs. Reese & Ayres, Chicago.

Certificates, Five Dollars.

The Purchaser of a Certificate will receive with it either one of the following beautiful Steel Engravings "The Little Wanderer," or "Gathering Apples," which at publishers' rates are worth the price of the Certificate.

Subscribers for two or more Certificates will receive Engravings worth the amount of the Certificates taken. For Engravings issued to them.

SEE PROSPECTUS.

U. H. CROSBY, Esq. CHICAGO, ILL., June 1st, 1866.

DEAR SIR:—We have been pleased to learn that you have decided to adopt the "Art Union" principles in the disposition of your Opera House.

While we should be glad to know of your success in such an enterprise, under any circumstances, it would add greatly to our gratification to reflect that in accomplishing your own wishes, you had given an impetus to the development of esthetic taste amongst us, that this would be only the natural result of the distribution, as proposed, of a large number of first-class paintings and engravings amongst the [illegible] public upon this fact, as well as upon the no less important one that those [illegible] in your well established integrity sufficiently guarantee that the enterprise will be fairly and honorably conducted.

With every wish that you may succeed, we are, dear sir, yours very truly.

E. B. McCAGG	CLINTON BRIGGS, Ewing, Briggs & Co.
W. F. COOLBAUGH, Pres't Union National Bank.	JAMES H. BOWEN, Pres't Third National Bank.
S. S. COBB	CHAUNCEY T. BOWEN, Bowen Brothers.
HIRAM WHEELER, Wheeler Munger & Co., Elev'r.	JAS. C. FARGO, Sup't American Express
THOS. CHURCH.	GEO. L. DUNLAP, Sup't Northwestern R. R.
J. A. ELLIS, Pres't Second National Bank.	N. K. FAIRBANK.
A. W. MACK, Ed. and Prop. Chicago Republican.	J. C. DORE, President of Board of Trade.
AMOS T. HALL, Treasurer C. B & Q. R. R.	GEO. P. HEALY, Artist.
MAHLON D. OGDEN, Ogden, Fleetwood & Co.	ELISHA S. WADSWORTH.
I. Y. MUNN, Munn & Scott, Elevator.	GEO. S. BOWEN, Bowen Brothers.
JEROME BEECHER.	W. F. STOREY, Ed. and Prop. Chicago Times.
WESLEY MUNGER, Munger, Wheeler & Co., Elev's.	PERRY H. SMITH, Vice-Pres't Northwestern R. R.
E. H. HADDOCK.	C. M. HENDERSON, C. M. Henderson & Co.
E. I. TINKHAM, Cashier Second National Bank.	H. H. MAGIE.
CHAS. L. WILSON, Ed. and Prop. Chicago Journal.	F. C. SHERMAN, Ex-Mayor.
H. E. SARGENT, Gen. Freight Ag't M. C. R. R.	PHILIP WADSWORTH, P. Wadsworth & Co.
W. E. DOGGETT, Doggett, Bassett & Hills.	L. Z. LEITER, Field, Palmer & Leiter.
H. W. HINSDALE, Hinsdale, Sibley & Endicott.	FRANCIS A. HOFFMAN, Ex-Lieut. Governor.
S. D. KIMBARK, Hall, Kimbark & Co.	PETER PAGE, U. S. Assessor.
IRA HOLMES, Cashier Third National Bank.	JULIUS S. RUMSEY, Ex-Mayor.
E. G. L. FAXON, Faxon & Co.	DAVID A. GAGE, Sherman House.
A. G. BURLEY, Burley & Tyrrell.	CARL F. W. JUNGE, Cashier Mech. National Bank.
NATHAN MEARS, Mears, Bates & Co.	A. C. HESSING, Editor Staats Zeitung.

NOTICE.—In ordering Certificates, please name Engraving desired; and if ordered forwarded by mail, send 6 cents postage. Send Drafts, Postoffice Money Orders, or Greenbacks, with address of Town, County, and State, carefully written, as every Certificate is fully registered.

All orders for Certificates and communications should be addressed to

U. H. CROSBY, Actuary A. A.,

And directed either to 38 Crosby's Opera House, Chicago, Illinois, or to 625 Broadway, New York.

sept [illegible]

UNION INSURANCE COMP'Y OF NEW ORLEANS.

NINTH ANNUAL STATEMENT of the Union Insurance Company published as required by law and the Charter.

Amount of premiums received during the year ending April 30th, 1866:

Premiums on Fire Risks..........	$122,807 94
River..........	81,721 16
Marine..........	98,108 73
	302,637 83
Less Return Premiums..........	2,435 44
	300,202 39
Unearned Premiums April 30th, 1866..........	32,278 [illegible]
	$268,[illegible]
Paid in cash during the year viz:	
Fire Losses..........	$47,815 79
River Losses..........	[illegible]
Marine Losses..........	[illegible]
Total Losses..........	[illegible]
Reinsurances..........	[illegible]
Expenses, Interest on Scrip and Profit and Loss..........	[illegible]
Taxes..........	[illegible]
Reserved for unterminated Risks..........	250,271 [illegible]
Net Profits..........	$41,649 [illegible]

[illegible]

The above statement is a correct transcript from the books of the Company.

A. CHIAPELLA, President.

J. M. CRAWFORD, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this Ninth day of May, 1866.

S. MAGNER,

Notary Public.

[illegible]

—DIRECTORS—

J. H. Eimer,	L. F. Generes,
A. [illegible]	E. W. Orten,
R. W. Adams,	W. B. Schmidt,
[illegible]	J. J. Fernandez,
J. A. [illegible]	A. G. [illegible],
John D. Adams,	J. [illegible],
Victor Burthe,	C. Marquez,
	B. Saloy. my10 1y

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

OFFICE No [illegible] CARONDELET STREET, New Orleans, [illegible]

[illegible]

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE Co. New Orleans, [illegible]

TENTH ANNUAL STATEMENT FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865

[illegible]

THOMAS SLOO, President.

JNO. O. GAINES, Vice President.

JAMES EDWARDS, Secretary.

—DIRECTORS—

Jno. O. Gaines,	H. T. Lonsdale
Jno. C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	B. Bis[illegible],
J. H. Stauffer	J. B. Bres
Henry Renshaw	Theo. A. James,
Thos. Sloo,	J. C. Barrell.

The Mechanics' and Agricultural FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors, held at the Mechanics' [illegible] it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds in the city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock raisers and others from every portion of the United States, are earnestly invited to be represented in the Industrial Exhibition, and can obtain full information by addressing the officers of the Association.

LUTHER HOMES, Secretary and Treas.

I. N. MARKS, President.

C. H. SLOCOMB, Chairman of the Committee on Fair Grounds.

PONTCHARTRAIN RAILROAD.

SPRING AND SUMMER ARRANGEMENT.

ON and after SUNDAY, April 1st, 1866, the trains on this road will leave as follows.

Departure of Cars.

FROM CITY END.	FROM LAKE END.
4 o'clock A. M. horse car.	5½ o'clock A. M. st'm train.
[illegible]	[illegible]

Sunday Arrangement:

STEAM TRAIN from City, every SUNDAY morning at 4 o'clock in lieu of the Horse Car.

An Extra Train will leave the City every Sunday at One o'clock P. M.

On and after MAY 5th, the Trains will leave either end of the Road on Sundays, at every HALF HOUR, from 2 until 8 o'clock P. M.

Fare to and from the lake, same day, 25 cents.

Passengers for Gentilly Station must notify the Conductor prior to the departure of the train. Fare 15c each way.

GEORGE PANDELY,

General Superintendent.

Removal.

THE office of the New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad has been removed to No. 66 Canal street, near Old Levee street.

GEO W SQUIRES.

DISEASES.

MR. F. GAUDOZ, Druggist, from the Paris school, reminds his friends and the public that he attends as heretofore to the treatment of Secret and Cutaneous Diseases. All syphilitic diseases (old and new) Gleets, Ulcerations, Sores, Eruptions, Pimples, the whites and all Diseases arising from impure blood (in both sexes) have been most successfully treated for the last ten years. Sure cure of Itching in twelve days.

F. GAUDOZ, Druggist,

jy3 tf Corner Orleans and Bourbon streets

FOR RENT.

A LARGE HOUSE, located in Lewisburg, near Mandeville. It is partly furnished, containing bedrooms, chairs, &c. Possession secured immediately. Apply to Mr. THEOPHILE ROBERT, at the Sheriff's office. aug12

To Rent.

A FINE BRICK HOUSE, newly repaired, containing six bedrooms and a double [illegible] Said house is [illegible] corner of Claiborne and French streets. Possession secured immediately. Apply to the adjoining neighbor or to

Mr. THEOPHILE ROBERT.

NOTICE.

Bank of Louisiana.

New Orleans, 21st June, 1866.

IN consequence of an arrangement made with the Bank of America, for the occupation of a part of this Banking-House, all persons having Bank Boxes or Special Deposits of any kind in its vaults are requested to withdraw them immediately, otherwise it will be necessary to have them removed to the vaults of the Branch of the United States mint at the risk of the owners.

JNO. P. IRVINE, Cashier.

JACOB OTT, Carpenter

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 25 Tivoli Circle, or at L. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

FRENCH RESTAURAT,

73........Chartres Street........73

KEPT BY PHILIPPE FORGET.

FURNISHED ROOMS, BOARDING,

By the month and by the Week.

PLANTERS will always find rooms for their accommodation.

Repasts for weddings and other parties, &c., &c.

Mr. FORGET continues his old prices.

MISCELLANEOUS.

A French View of the United States and of President Johnson's Policy.

The Paris *La Liberté* (M. Girardin's paper) has on the 7th August the following in reply to a dispatch of Prince Polignac in the *Presse*.

Like ourselves, M. de Polignac is an admirer of the American Constitution and of American society, but he strongly blames the measures which the victorious North has adopted towards the South. On this point, we limit ourselves to merely asking how France would treat a portion of her territory which had revolted, and which, during four years, had impeded France's unity. A year after the restoration of peace, would it enjoy the liberty which the South now possesses, and would France herself have not armed, as the North has done?

Do we, by this, signify that we approve the entire course of the victors? By no means. [illegible]

[illegible]

Biographical and Political Sketch of Dean Richmond.

[illegible]

In the Brooklyn *Eagle* we find the following incident, which occurred so recently that it will be [illegible] in connection with the above brief [illegible]

On the Albany boat, returning from the Saratoga Convention, Mr. Richmond and Mr. Tilton, the [illegible], had a friendly political discussion, the [illegible] of which may serve to indicate that [illegible] [illegible] to one being eminently characteristic of the deceased.

Mr. Tilton—I understand, Mr. Richmond, that the Democratic party support the policy of the President, a policy of the President which is based on the assumption that the States lately in rebellion were never out of the Union?

Mr. Richmond—In the main, Mr. the Democracy, I believe, heartily support the President. There are things which Mr. Johnson has done which the Democrats, if they were in, might, perhaps, not have done. But in the main, sir, the President's policy meets the approval of the Democratic party.

Tilton—Well, Mr. Richmond, if the Democracy support the President in declaring that the Southern States were never out of the Union, how does it justify itself in sustaining the President, who demanded three several conditions from those States before he would recognize their State governments, or admit that they were restored to the Union. If the Southern States were always in the Union what right had Mr Johnson to ask them to repudiate their rebel debt, to abolish slavery, or to make any conditions before admitting them to a Union they were never out of?

Richmond—Well, sir, well, sir, the Democratic party accepts the situation as it finds it. You don't find fault with the President, Mr. Tilton, for making these conditions, do you?

Tilton—No, sir, but I am seeking to find what explanation the Democratic leaders have for occupying what seems to me a singular position.

Richmond—Well, sir, well, sir. You Republicans elected a President. He offered terms to the South, with the apparent approval of his party. We Democrats were not consulted in the matter, and we had nothing to do with the conditions proposed. But they were proposed. The South accepts them. Now we want to compel you to sustain the President in the conditions he offered to the South with the consent, at the time, of the Republicans. The South has fulfilled its part of the bargain. Now we want you Radicals to make good your part. The Democratic party accepts the situation. The South does not complain of the terms, why should we, Democrats? We accept the situation, sir, and now we insist that there shall be no further excuse for keeping the Union divided, or for compelling me and other citizens of New York to sustain the officers and lazy negroes through the Freedmen's Bureau in South Carolina.

A Bystander—(coming to Mr. Tilton's assistance)—Well, but Mr. Richmond, we want some further guarantees.

Richmond—Pooh! pooh! No sir. The guarantee the leaders of your party want is, that they shall have power and place. They want to divert, too, the minds of the people from these questions of public policy, such as the tariff and the currency, in which a majority of the people are in accord with the Democratic party.

A Bystander—Mr. Richmond, do you know that my life would not be worth two cents a purchase at the South, if I were to proclaim my opinions?

Richmond—I don't know what your opinions are. I am not afraid to go South, and I was as strongly in favor of making the South when they rebelled as ever you were.

Tilton—With your course individually, during the war, Mr. Richmond, no fault can be found.

A Bystander—But if the rebels get into Congress, they will make us assume the rebel debt, Mr. Richmond.

Richmond—Make us assume it? Nonsense, they cannot make us. Nor will they be fool-ish enough to try. As a general thing, the people want to pay any more debts than they can help.

A Bystander—You know, Mr. Richmond, our Government assumed the debt contracted by Texas before she came into the Union.

Richmond—Yes, I remember, and I remember that the Democratic party failed to elect their President because they would not consent to assume that very debt. The Democracy never favored the squandering of the public money. If you Radicals are not afraid of yourselves, I guarantee that the Government won't assume a debt that it did not and never will be.

Thus says the *Eagle*, he parried every thrust and held his own with his friendly antagonists. Personally Mr. Richmond was the best of companions. Fond of the good things of the world, a genial and hearty gentleman, his death will leave a blank in society bounded by the lines of no political party.

An Englishman in India was horrified at receiving a telegraphic dispatch from England that his wife had been delivered of five daughters. The message should have said a fine daughter.